

Dr. Carmit Valensi : « Les propos d'al-Joulani pourraient indiquer une volonté de détente avec Israël »

ENTRETIEN

Chercheuse principale à l'Institut israélien des études de sécurité nationale et responsable du programme « Arène Nord », spécialisée dans les affaires du Moyen-Orient contemporain et le terrorisme, Carmit Valensi est l'auteure de *Requiem syrien : La guerre civile et ses conséquences*.



DR

Actualité Juive Quels scénarios plausibles pour l'avenir de la Syrie ?

Carmit Valensi : De manière assez inattendue, on observe un transfert de pouvoir relativement calme et fluide, contrairement aux révolutions violentes qui ont secoué le Yémen ou la Libye : nomination d'un Premier ministre, élaboration d'une constitution

Al-Joulani adopte un discours clair et modéré afin de rassurer la communauté internationale

prévue pour mars, et promesse d'élections. Si ce processus se poursuit et qu'un consensus ainsi qu'un contrôle militaire suffisant se confirment, un scénario optimiste pourrait émerger. Il s'agira d'un processus politique lent mais potentiellement capable de conduire, après 13 ans de guerre civile et un pays fragmenté, à une réunification de la Syrie, évidemment pas à une démocratie libérale, mais à un régime qui ne serait pas aussi dictatorial que celui d'Assad.

Quel serait le pire scénario ?

C.V. : Que la transition actuelle ne soit qu'une façade, qu'on assiste à une résurgence de mouvements islamistes radicaux et à de nouvelles révoltes internes, ce qui risquerait de replonger la Syrie dans une fragmentation accrue, où chaque région fonctionnerait sous l'autorité de pouvoirs locaux distincts : les Kurdes dans le nord-est, les Druzes dans le sud, et la communauté alaouite à l'ouest. Une telle situation entraînerait une instabilité chronique et enrayerait toute tentative de reconstruction nationale.

Abou Mohammed al-Joulani connaît-il les lignes rouges ?

C.V. : Oui, il semble conscient des sensibilités et adopte un discours clair et modéré afin de rassurer la communauté internationale et les acteurs locaux. Il met en avant les droits des Syriens, notamment ceux des femmes, affirme qu'aucune femme n'est contrainte de porter le hijab et que la liberté religieuse est garantie. Il manifeste également une volonté de dialogue avec les Kurdes qu'il considère comme des alliés.

Est-il fiable ?

C.V. : Al-Joulani n'est pas une figure nouvelle sur la scène syrienne. Par le passé, il était associé à Al-Qaïda, jusqu'à

la rupture en 2017 en raison de divergences stratégiques. Depuis 2018, il contrôle de facto la région d'Idleb, et malgré les graves difficultés économiques qui touchent la Syrie, y compris Damas, son administration parvient à maintenir un cadre de vie relativement stable dans cette région. Le gouvernement intérimaire qu'il supervise, sous

Israël pourrait exiger une coopération active concernant le désarmement chimique en Syrie

la direction du Premier ministre al-Bachir, s'appuie sur son expérience. Les Syriens ont des avis partagés. Certains de mes interlocuteurs expriment des doutes quant à l'authenticité de l'image modérée qu'il tente de projeter et se demandent légitimement s'il est véritablement sincère ou s'il s'agit d'une stratégie destinée à rallier un consensus interne et à gagner en crédibilité sur la scène internationale.

La déclaration pondérée d'al-Joulani à propos d'Israël suggère-t-elle une possible détente ?

C.V. : Il affirme n'avoir aucune intention de s'engager dans un conflit avec Israël et affiche une volonté de privilégier des solutions diplomatiques pour la Syrie. Il aborde les opérations israéliennes en Syrie de manière mesurée, précisant que celles-ci visent principalement à contrer la présence iranienne et celle du Hezbollah. Selon lui, il n'y a aucune raison de poursuivre une confrontation avec Israël étant donné que l'objectif principal de la Syrie reste la stabilité. Des

propos qui, s'ils sont sincères, pourraient en effet indiquer une volonté de détente avec Israël. Cependant, il convient de rappeler qu'Hayat Tahrir al-Cham, dont al-Joulani est le leader, est une réorganisation du Front al-Nosra, une branche d'Al-Qaïda, historiquement opposée à l'existence de l'État d'Israël.

Quelles garanties Israël devrait-il exiger d'al-Joulani ?

C.V. : Tout d'abord, le respect des frontières avec Israël et la Jordanie, ainsi que l'engagement à empêcher l'émergence de groupes extrémistes comme Daech. Israël pourrait également exiger une coopération active concernant le désarmement chimique en Syrie et des mesures concrètes pour assurer la stabilité régionale.

La reconnaissance mutuelle entre Israël et la Syrie pourrait-elle être envisagée ?

C.V. : Cela dépend de deux facteurs. Tout d'abord, il faudra que les déclarations modérées de Damas soient sincères et accompagnées de mesures concrètes envers Israël et la Syrie. Ensuite, Israël devra ajuster sa stratégie : il ne peut pas continuer à mener des frappes intensives en Syrie tout en cherchant à instaurer un dialogue politique avec le pays. Un effort diplomatique sera nécessaire pour engager des discussions avec les différentes factions syriennes.

Quid de la Turquie dans ce nouveau contexte ?

C.V. : Forte de son opposition de treize ans à Assad, la Turquie est en position d'exercer une influence considérable sur le nouveau gouvernement syrien. Israël devra donc réévaluer sa politique et œuvrer à l'établissement de canaux de dialogue plus efficaces avec la Turquie afin de préserver la sécurité régionale. ■

**Propos recueillis par
Nathalie Sosna-Ofir**